



Séance du 18 juin à 15h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination de Jean-Louis Oliver

L'eau au cœur de l'Afrique du 21^{ème} siècle

L'eau potable et le développement humain dans l'Afrique du XXI^{ème} siècle

Pierre Gény, Secrétaire perpétuel - ASOM

Monsieur le Président,
Chers Confrères et Conscœurs,
Mesdames et Messieurs,

Il est toujours délicat de conclure une après-midi de réflexion portant sur un sujet aussi vaste que controversé, celui de l'eau dans le continent africain et de sa disponibilité pour ses habitants.

Continent diversifié au maximum pour les ressources en eau, il connaît à la fois l'augmentation démographique la plus vaste au monde et un taux d'urbanisation également le plus important ce qui donc implique de trouver des solutions techniques nouvelles pour assurer les besoins vitaux élémentaires des populations.

Les moyens financiers devant également être trouvés afin de résoudre l'amplitude croissante des besoins.

Je pense en particulier à la question qui a été posée, au travers du PHI sur la connaissance du milieu en matière d'hydraulique, hydrologique. J'ai été responsable pendant plusieurs années d'un centre appelé le CIEH, le centre inter-état des pays hydrauliques qui se situait à Ouagadougou, qui avait des séries complètes d'hydrologie et sur les nappes souterraines. Ce centre aurait pu marcher si les états avaient fait face à leurs obligations de cotisation. J'ai été le porteur de l'aide française et j'étais présent à toutes les réunions et un seul Etat cotisait normalement, l'Etat d'origine du directeur du CIEH. Tous les autres ne finançaient pas. Chaque année, je présentais un dossier sur ces domaines et face au désintérêt des pays africains, le gouvernement a décidé d'abandonner. Beaucoup de ces séries ont été perdues, certaines ont été récupérées par des écoles. Indiscutablement, la connaissance sur l'hydrologie de surface et souterraine en Afrique est insuffisante. Prenons l'exemple, de la grande rivière souterraine de la Libye. On sait que le gouvernement pompait sur des nappes dépendantes de la Tunisie.



Il existe des problèmes de liaison entre les rivières partagées et dans les problèmes souterrains. Je crois que le PHI a intérêt à s'impliquer dans ces questions avec des aides internationales et la préoccupation des pays. Cet exemple est resté pour moi, un grand échec alors qu'il aurait dû être la solution des problèmes hydraulique en Afrique, par la connaissance.

Jusque dans les années très récentes, j'ai été associé en tant qu'expert auprès des français d'origine africaine, des diasporas, sur le Mali. J'ai donc conduit de nombreux projets sur des villages de 5 à 10 mille habitants, de forage, de distribution d'eau dans les quartiers. Ces projets ont bien fonctionné et sont toujours d'actualité car, les populations qui ont bénéficié et d'où étaient originaires les membres des diasporas savaient d'où venait l'argent et me disaient qu'ils ne voulaient pas que l'argent passe par les ressources financières du pays mais que la procédure soit directe. On a pu faire progresser des aspects techniques importants d'exhaure notamment avec l'entreprise de Marc Ferrier, qui ont pu monter avec de l'éolien et surtout avec de l'énergie électrique, les panneaux solaires, des choses qui sont fonctionnelles. On sait qu'on ne peut pas faire des réseaux d'eau potable au travers du Sahel en réseaux complets mais dans le cas de ces villages, on peut tout à fait résoudre ces problèmes et aider à un développement économique. L'eau, une fois amenée dans un village, entraîne la création, l'amélioration de l'école, du dispensaire puis d'un marché bitumé, ce qui entraîne la création d'une collecte et d'un traitement des eaux pour le marché. Parallèlement, un aiguardier devait être mis en place ce qui a créé des emplois. Il faut donc connaître la ressource. Dans ce cas, nous étions entourés de géophysiciens pour mesurer la capacité. J'ai été à l'origine des tentatives d'utilisation de la fracturation hydraulique sur des forages en Afrique, qui permet de doubler voire tripler la capacité de livraison en eau. Il y a des problèmes techniques, financiers et de pérennité des équipements, ce sont des vérités qui sont évidentes.

Ceci étant à priori trouvé, je crois que nous, les techniciens de l'eau, ne devons pas nous sentir déchargés de la suite du processus de la fourniture de l'eau.

Plus dans tous les autres services rendus au public, la poursuite de la livraison aux populations d'une eau apte à satisfaire leurs besoins, tant en qualité qu'en quantité est essentielle.

Cette poursuite, cette assurance dans la durée doit s'appuyer sur une association fondée sur la confiance, mais aussi la mobilisation de la société civile bénéficiaire. La société civile doit être associée au problème hydrologique, pour l'alimentation humaine.

A quoi, en effet, cela servirait-il d'équiper un gros village sahélien d'un forage profond équipé des moyens mécaniques d'exhaure si les élus locaux, le chef du village, le maître d'école et l'infirmier responsable du dispensaire n'étaient pas partie prenante de la conservation et de l'exploitation de l'équipement réalisé ?

Son coût devant être calculé, certes, en tenant compte de la capacité contributive des foyers, mais également du maintien en bon état de l'installation et donc de la rémunération du personnel, choisi par la Communauté, qui en aurait la charge. J'ai eu la chance de représenter la France à New Delhi pour la fin de la décennie de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA), j'avais insisté sur le fait que l'eau n'est jamais gratuite, pour entretenir les équipements, pour la livraison.



J'insiste aussi sur l'implication de manière collective de celles dont c'est la charge au sein de leurs foyers d'assurer la distribution de l'eau pour leur maisonnée. Je crois qu'il faut associer la femme aux différents programmes notamment ceux du PHI. Lors des réunions de village avec le chef du village, je demandais qu'il soit organisé après une réunion avec les femmes. On leur expliquait les conditions de conservation de l'eau qu'on leur livrait, de plus elles étaient directement intéressées d'une part par la suppression de la corvée de l'eau mais également parce qu'elles comprenaient que l'eau est une richesse qui risquait d'être perdue rapidement.

Celles-ci doivent aussi plus que tout autre veiller à la conservation de la salubrité de l'eau distribuée.

Ces réflexions que je tenais à vous présenter en tant qu'expert de terrain ne doivent pas faire oublier la noblesse de la charge qui nous incombe en tant que scientifiques de l'eau.

L'eau plus que jamais, c'est la vie. Nous connaissons l'immuable quantité de ce bien commun, ouvert pour l'usage de tous et la propriété de personne.

Aujourd'hui, alors que le monde entier cherche à voir, grâce aux astronautes, si un autre monde peut s'ouvrir, c'est la recherche de la fabrication de l'eau qui est au premier plan des spéculations scientifiques destinées à régénérer des ressources hydrauliques sur ces terres de l'espace.

L'eau non seulement but de nos actions au service des populations dont nous avons la charge, mais également horizon de nos recherches scientifiques et techniques sur le monde un peu fantasmé, pour rêver de demain.

Je vous remercie de votre attention, mais je vous laisse un dernier message.

Demain, les deux tiers des Africains habiteront des villes souvent éloignées des ressources en eau. Je pense que Dakar pourra aider à la mobilisation de tous pour ce défi qui est à la mesure de notre siècle. Et ce d'autant plus que les nécessités de l'assainissement sont souvent plus onéreuses que la fourniture de l'eau, sont mal acceptées des populations et condamnent donc tous les investissements d'amont. L'assainissement c'est l'avenir de l'eau paradoxalement mais aussi les plus gros obstacles à franchir pour que les villes s'équipent totalement tant en fourniture qu'en reconversion de l'eau et de l'assainissement.

Je pense qu'il faut réfléchir et progresser sur la base de choses connues et de choses à découvrir. Je crois que plusieurs éléments que Monsieur Abou a signalés sont importants, les trois phases sur lesquelles il est revenu. Premièrement, la formation qui est si capitale, le deuxième élément que j'ai évoqué par le CIEH, c'est la connaissance de la ressource et je crois que le problème de l'eau souterraine est mal connu et par conséquent mal traité. Je crois que la raison est politique, ce n'est pas un sujet porteur sur la plan politique, le seul chef d'Etat qui s'est intéressé à ce sujet est le colonel Kadhafi. Il ne faut pas oublier que l'eau est également l'auteur de catastrophes en Afrique qui nous surprennent. Des catastrophes sûrement accrues par l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols aux alentours des cités.

Je vous remercie pour votre attention.